

- Le président français continue sa réconciliation avec le Rwanda.
- Il a reconnu la “responsabilité de son pays” sans présenter d’excuses.
- Un chercheur a comparé grâce à l’intelligence artificielle ses discours avec ceux de ses prédécesseurs.

Paris poursuit sa réconciliation à petits pas avec Kigali

Les excuses de la France ne sont pas venues

Le président français est à Kigali. Un voyage délicat à un an de la présidentielle. Il a reconnu la “responsabilité” de son pays dans le génocide du printemps 1994. Mais pas d’excuses dans la bouche du président français, contrairement à ce qu’avait fait le Premier ministre belge Guy Verhofstadt le 7 avril 2000.

Six ans, jour pour jour après le début du génocide, à Kigali, écrasé par un soleil de plomb, devant le petit bâtiment bleu délavé où ont péri la plupart des dix casques bleus belges assassinés au Rwanda, Guy Verhofstadt avait dit sa tristesse et sa colère face au drame inhumain qui avait frappé l’ancienne colonie belge. Il avait surtout demandé publiquement pardon dans un discours fort qui a marqué tout un peuple. “Au nom de mon pays, je m’incline devant les victimes du génocide. Au nom de mon peuple, je vous demande pardon. [...] Il faut que le monde se souvienne toujours de l’horreur perpétrée ici. Nous devons trouver la force et la volonté de ne plus jamais tolérer de tels massacres, qui font injure à l’intelligence et aux valeurs essentielles de l’humanité.”

A quelques mètres de là, au Mémorial du génocide de Gisozi, vingt et un an plus tard, Emmanuel Macron a prononcé un discours qu’il savait attendu de toutes parts. Chacun de ses gestes, chacun de ses mots ont été scrutés par les 12 millions de Rwandais qui espéraient des excuses “pour en finir une bonne fois pour toutes. Pour que la réconciliation entre

les deux pays soit totale”, comme l’explique Albert Hakizimana, habitant de Kigali, qui aura attendu en vain.

Après plus de vingt-cinq ans de tensions, le lien se retend entre Paris et Kigali depuis le début de ce quinquennat. Le président Macron a pris une série d’initiatives pour sortir de l’impasse. C’est lui qui a demandé un rapport d’historiens dirigé par Vincent Duclert, consacré au rôle de la France au Rwanda avant et pendant le génocide.

Jusqu’ici, Nicolas Sarkozy était le seul président français à s’être rendu à Kigali depuis 1994. Il avait alors reconnu de “graves erreurs” et “une forme d’aveuglement” des autorités françaises. Emmanuel Macron est allé un peu plus loin. Il a prononcé huit fois le mot “génocide”. Il a insisté sur sa volonté de mettre un

terme à des années de “silence”. “Un génocide ne se compare pas. Il a une généalogie. Il a une histoire. Il est unique”, a-t-il martelé en rendant hommage aux victimes, “dont nous n’avons écouté la souffrance ni avant, ni pendant, ni même après, et c’est peut-être le pire”.

Pas de repentance

“En me tenant, avec humilité et respect, à vos côtés, ce jour, je viens reconnaître nos responsabilités, a-t-il poursuivi. En voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, (la France) restait de fait au côté d’un régime génocidaire. En ignorant les aler-

tes des plus lucides observateurs, la France endossait une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire, alors même qu’elle cherchait précisément à l’éviter”.

Alors que beaucoup de Rwandais espéraient qu’il prononce des “excuses” au nom de son pays, le président Macron n’a pas franchi le pas. Il a même déclaré que la France n’avait “pas été complice”. “Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les églises n’avaient pas le visage de la France”, a-t-il insisté. Toutefois, il a tout de même reconnu que la France avait “un rôle, une histoire et une responsabilité politique au Rwanda”. Elle a aussi selon lui “un devoir”: “celui de regarder l’histoire en face et de reconnaître la part de souffrance qu’elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l’examen de vérité”.

Qu’importe, officiellement pour le président rwandais Paul Kagame qui a salué le discours de son homologue français. “Ses paroles avaient plus de valeur que des excuses. Elles étaient la vérité”, a-t-il expliqué lors d’une conférence de presse commune, évoquant le “courage immense” de son “ami” Emmanuel Macron.

Le président de la principale organisation de rescapés Ibuka, Egide Nkuranga, était un peu moins enthousiaste et s’est permis de regretter que le président français n’ait “pas présenté clairement des excuses au nom de l’Etat français” ni “même demandé pardon”. Avant d’ajouter: “Il a vraiment essayé d’expliquer le génocide et la responsabilité de la France. C’est très important, ça montre qu’il nous comprend.”

Hubert Leclercq